

Distr.  
GENERALE

E/1993/114  
27 juillet 1993

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

Session de fond de 1993  
Genève, 28 juin - 30 juillet 1993  
Point 16 de l'ordre du jour

SOUVERAINETE PERMANENTE SUR LES RESSOURCES NATIONALES DANS  
LE TERRITOIRE PALESTINIEN ET LES AUTRES TERRITOIRES ARABES OCCUPES

Rapport du Comité économique

1. Le Comité économique a examiné la question de la souveraineté permanente sur les ressources nationales dans le territoire palestinien et les autres territoires arabes occupés (point 16 de l'ordre du jour) à ses 10ème, 12ème et 15ème séances, les 16, 21 et 26 juillet 1993. Il était saisi du rapport du Secrétaire général sur les conséquences économiques et sociales de l'établissement de colonies israéliennes dans le territoire palestinien, y compris Jérusalem, occupé depuis 1967, et le Golan syrien (A/48/188-E/1993/78).
2. A sa 10ème séance, le 16 juillet, le Comité a procédé à un débat général sur la question. Il a entendu une déclaration liminaire du représentant de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale.
3. A la même séance, les représentants du Bangladesh, de la Malaisie et de la République arabe syrienne, ainsi que les observateurs de l'Algérie, d'Israël, de la Tunisie et de l'Egypte ont pris la parole.
4. A la même séance, le représentant de la Ligue des Etats arabes et l'observateur de la Palestine ont fait des déclarations.

Répercussions économiques et sociales des colonies de peuplement israéliennes sur le peuple palestinien dans le territoire palestinien, y compris Jérusalem, occupé depuis 1967, sur la population arabe du Golan syrien occupé

5. A la 12ème séance, le 21 juillet, le représentant de la République arabe syrienne a présenté, au nom de l'Algérie 1/, de l'Angola, de l'Arabie saoudite 1/, de Cuba, de l'Iraq 1/, de Madagascar, de la Malaisie, du Maroc, du Nigéria, du Qatar 1/, de la République arabe syrienne, de la République populaire démocratique de Corée 1/, du Sénégal 1/, du Soudan 1/, de la Tunisie 1/ et du Yémen 1/, un projet de résolution (E/1993/C.1/L.4) intitulé "Répercussions économiques et sociales des colonies de peuplement israéliennes sur le peuple palestinien dans le territoire palestinien, y compris Jérusalem, occupé depuis 1967, et sur la population arabe du Golan syrien occupé". L'Egypte 1/ et le Pakistan 1/ se sont joints par la suite aux auteurs du projet de résolution.

6. A la 15ème séance, le 26 juillet, le secrétaire du Comité a donné lecture des amendements suivants apportés au projet de résolution à l'issue de consultations officielles :

a) Au cinquième alinéa du préambule, le mot "persistante" a été supprimé après le mot "implantation";

b) Au paragraphe 3 du dispositif, le mot "néfastes" a été supprimé après les mots "répercussions économiques et sociales";

c) Au paragraphe 6 du dispositif, les mots "un rapport d'ensemble sur les conséquences économiques et sociales de l'exploitation par Israël des ressources naturelles du territoire palestinien occupé et du Golan syrien occupé" ont été remplacés par les mots "un rapport sur les progrès réalisés dans l'application de la présente résolution".

7. A la même séance, après avoir entendu des déclarations des représentants des Etats-Unis d'Amérique et de la Belgique, le Comité a adopté le projet de résolution E/1993/C.1/L.4, tel que modifié oralement, par 40 voix contre une, avec trois abstentions (voir par. 9 ci-après). Le vote a eu lieu par appel nominal et les voix se sont réparties comme suit :

<u>Ont voté pour :</u>	Allemagne, Angola, Argentine, Australie, Autriche, Bélarus, Belgique, Bénin, Botswana, Brésil, Canada, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Danemark, Espagne, France, Inde, Italie, Koweït, Madagascar, Malaisie, Maroc, Mexique, Nigéria, Norvège, Pérou, Philippines, République arabe syrienne, République de Corée, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Somalie, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Trinité-et-Tobago, Turquie, Ukraine.
------------------------	--

---

1/ Conformément à l'article 72 du règlement intérieur du Conseil économique et social.

Ont voté contre : Etats-Unis d'Amérique.

Se sont abstenus : Fédération de Russie, Japon, Pologne.

8. Après l'adoption du projet de résolution, le représentant de la Belgique (au nom des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de la Communauté économique européenne) et les représentants de l'Australie, de la Pologne, du Japon et de la Fédération de Russie ont fait des déclarations.

#### RECOMMANDATION DU COMITE ECONOMIQUE

9. Le Comité économique recommande au Conseil économique et social d'adopter le projet de résolution ci-après :

Répercussions économiques et sociales des colonies de peuplement israéliennes sur le peuple palestinien dans le territoire palestinien, y compris Jérusalem, occupé depuis 1967, et sur la population arabe du Golan syrien occupé

Le Conseil économique et social,

Rappelant la résolution 47/172 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1992,

Rappelant également sa résolution 1992/57, du 31 juillet 1992,

Guidé par les principes de la Charte des Nations Unies, et affirmant l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la force, ainsi que par les résolutions du Conseil de sécurité 242 (1967), du 22 novembre 1967, et 497 (1981), du 17 décembre 1981,

Rappelant aussi la résolution 465 (1980) du Conseil de sécurité, du 1er mars 1980, et les autres résolutions pertinentes affirmant que la Convention de Genève du 12 août 1949, relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre <sup>2/</sup>, est applicable au territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et aux autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967,

Constatant avec préoccupation l'implantation par Israël, puissance occupante, de colonies de peuplement dans le territoire palestinien occupé et les autres territoires arabes occupés depuis 1967, ainsi que l'installation de nouveaux immigrants dans ces territoires,

Se félicitant du processus de paix au Moyen-Orient amorcé à Madrid le 30 octobre 1991 et conscient que le gel complet de toute activité d'implantation de colonies de peuplement augmenterait sensiblement les chances de voir ce processus progresser,

---

<sup>2/</sup> Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 75, No 973.

1. Prend acte du rapport du Secrétaire général 3/;
2. Déplore l'implantation par Israël de colonies de peuplement dans le territoire palestinien, y compris Jérusalem, et les autres territoires arabes occupés depuis 1967, et considère ces colonies de peuplement comme illégales et constituant un obstacle à la paix;
3. Constate les répercussions économiques et sociales des colonies de peuplement israéliennes sur le peuple palestinien dans le territoire palestinien, y compris Jérusalem, occupé depuis 1967, et sur la population arabe du Golan syrien occupé;
4. Déplore vivement les pratiques d'Israël dans le territoire palestinien et les autres territoires arabes occupés depuis 1967, notamment les confiscations de terres, l'appropriation des eaux, l'épuisement d'autres ressources économiques et le déplacement et l'expulsion de la population de ces territoires;
5. Réaffirme le droit inaliénable du peuple palestinien et de la population du Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles et toutes leurs autres ressources économiques et considère toute violation de ce droit comme dépourvue de toute validité juridique;
6. Prie le Secrétaire général de soumettre à l'Assemblée générale à sa quarante-neuvième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, un rapport sur les progrès réalisés dans l'application de la présente résolution.

-----